

LES PONTS DE PARIS...

Lors de sa conférence du 22 avril Giscard d'Estaing rassurait en ces termes un journaliste inquiet de ce que sera la situation en France au lendemain des législatives: *«D'ici au printemps 1978, il coulera beaucoup d'eau de la Seine sous le pont Mirabeau».*

On aurait pu douter d'une telle sérénité, affichée au moment même où les étudiants affrontaient les C.R.S. dans les rues de Paris et d'ailleurs, et prêter au Président cette arrière pensée suggérée par un autre poème: *«Pourvu qu'ils me laissent le temps!».*

Un examen plus sérieux de la réalité semble dispenser de cette supposition. Personne, en tous cas, n'a l'intention de brusquer les échéances. Le leader de la Gauche ne déclarait-il pas, les jours suivants, que l'objectif du P.S., considéré (à juste titre) comme *«parti de gouvernement»*, était de transformer la *«large majorité sociologique»* dont il dispose en *«future majorité politique»* qui, selon F. Mitterand, devrait compter au moins 60 à 65% des voix? On n'avait pas l'habitude de tant de scrupules en matière électorale.

Un pont suspendu:

Il apparaîtrait même qu'entre l'actuelle «majorité sociologique» et la «future minorité politique» des ponts seraient déjà tendus. Il est vrai que trop d'empressement et de publicité peuvent compromettre certaines initiatives. Rien ne presse, et il faut que les électeurs s'y retrouvent. C'est pourquoi fut différée la rencontre entre E. Faure et J. Delors qui se proposaient, début avril, d'ouvrir ensemble *«une concertation sur les problèmes économiques et sociaux».*

On connaît la fructueuse carrière parlementaire d'E. Faure, pour être plus discrète l'activité de M. Delors n'en est pas moins efficace: ex-militant C.F.D.T., chargé de mission par l'Eglise catholique, cet ancien directeur du cabinet de Chaban-Delmas figure aujourd'hui dans l'état-major du P.S. Dans un article publié par *«Réalités»* en mars 1973, Jacques Delors, alors chargé du «développement de la formation permanente», cite E. Mounier et se situe lui-même dans le courant du «personnalisme».

Ceux qui croyaient à la «formation permanente» comme à un honnête moyen de parfaire leurs connaissances culturelles ou professionnelles devraient être édifiés par la définition qu'en donne son promoteur: *«Une véritable arme de destruction des mécanismes classiques. Il ne faut pas sous-estimer sa puissance de bouleversement».*

De quel bouleversement s'agit-il? Delors l'explique dans cet article intitulé *«Changer le travail pour changer la vie»:*

«Les rapports de commandement jouent un rôle suffisamment important pour nécessiter une thérapeutique particulière. Le but est de personnaliser les relations à la base... Aussi la solution doit-elle être recherchée dans une absorption de la fonction de maîtrise par le groupe de travail et dans la transformation du contremaître en un agent responsable de la cellule de production. Cette évolution débouche sur l'auto-organisation, qui est l'aspect technique de l'autogestion».

C'est d'ailleurs le seul «aspect» imparti aux travailleurs dans le système autogestionnaire, ainsi que M. Delors, homme réaliste, s'empresse de le préciser:

«Autant je ne crois guère que l'assemblée des ouvriers et des employés puisse délibérer valablement sur les grandes orientations de l'entreprise - ce serait une mystification teintée de démagogie - autant je crois que l'auto-organisation déjà évoquée pourrait constituer un mode efficace de participation. Il ne faut demander à l'homme ni trop, ni trop peu».

Pardi. Un jour mieux choisi, M. Delors représentera sans aucun doute une excellente tête de pont.

Rive gauche:

Une période préélectorale portant sur deux ans a ses exigences, surtout quand elle s'inscrit dans le contexte d'une crise économique qu'il faut donner l'impression de maîtriser. C'est pourquoi le gouvernement en place entreprend une série de réformes dont l'un des derniers projets est la «*Réforme de l'Entreprise*».

Sa préparation s'est faite sans grand tapage ni de la part des mass-média, ni de celle des directions ouvrières. La seule offensive contre le projet émane d'une fraction de l'U.D.R. qui lui reproche de maintenir le mode d'élections aux comités d'entreprises (c'est-à-dire la représentativité syndicale). Des critiques diverses sont également exprimées quant aux éléments concernant les accidents du travail. La véritable innovation contenue dans le projet ne semble par contre soulever aucune objection: la possibilité d'un certain contrôle de la gestion par les travailleurs.

D'apparence anodine, cette disposition peut même rester lettre morte dans les conditions actuelles. Il n'y manque pourtant que la foi; car contrôler la gestion c'est déjà s'intéresser à la gestion de l'entreprise. C'est du moins ce que le 9 avril F. Mitterand affirmait à France-Inter: «*l'autogestion, ...elle commencera par le contrôle des travailleurs dans l'entreprise*». Si la Réforme de Giscard est adoptée elle ne risque pas d'être abrogée par le gouvernement de la Gauche.

Plus significative encore fut l'attitude de l'Union de la Gauche au cours de la longue bataille isolée des étudiants contre la Réforme Haby.

Pendant près de trois mois la C.G.T. et la C.F.D.T. ont réussi à empêcher la jonction des ouvriers aux étudiants par le procédé classique de démobilisation que représentent les grèves fractionnées et journées nationales à répétitions. «*Pas un jour sans action*», claironnait la C.G.T., mais pas une action avec les étudiants; jusqu'à ce que Marchais intervienne sèchement à Tours le 5 mai: «*Seule une infime minorité veut poursuivre la grève à tout prix*». Quant à Mitterand il souhaitait, le 26 avril à Europe 1, «*qu'une négociation s'engage au plus vite*» avec Saunier-Seïté sur l'application d'une réforme dont les étudiants demandaient l'abrogation.

Mais dans cette affaire la F.E.N. avait un rôle à jouer en mobilisant les enseignants, directement concernés par la Réforme qui, du «*Conseil d'Ecole*» au «*Groupe d'Etude Technique*» poursuit, entre autres, ce même objectif: remettre en cause l'indépendance du corps enseignant par rapport aux groupes de pression, au patronat, et le soumettre au pouvoir politique.

Les responsables nationaux de la F.E.N. se sont les premiers dissociés du mot d'ordre d'«*abrogation*» pour demander l'application concertée de la Réforme.

La juxtaposition de certains textes permet de mieux comprendre; tel celui-ci qui énonce:

«Les représentants des professions (employeurs et salariés) devront, chaque fois que cela sera nécessaire, être associés à la conception des formations et à leur mise en œuvre»;

et celui-là qui développe:

«Les contacts avec les professions s'imposent dès le début de la formation... Tout au long de la formation, la direction en pleine responsabilité sera confiée aux enseignants qui auront mission de rechercher les contacts avec la profession et les moyens d'obtenir la collaboration de celle-ci. Une telle collaboration exige des études préalables auxquelles seront associés les entreprises, les syndicats ouvriers et les syndicats d'enseignants concernés».

Le premier texte est extrait de la circulaire d'application (76-U-044) de la Réforme du second cycle. Le second est contenu dans la motion d'Education du dernier congrès de la F.E.N. (février 1976).

"Sous le pont Mirabeau (coule la Seine):"

Aussi mal venues soient-elles, il se pourrait que les Réformes d'aujourd'hui et celles des deux ans à venir constituent néanmoins une véritable ligne de ponts entre Giscard et l'Union de la Gauche. «*Les grands problèmes continueront à exister mais les Français seront moins impatients... Et nous pensons qu'un gouvernement de gauche disposera d'infiniment plus de moyens politiques et psychologiques pour obtenir le consentement des partenaires sociaux*» (9 avril, France Inter) explique Mitterand, qui ne ménage aucun effort de persuasion dans son dialogue avec le C.N.P.F.: «*le programme commun ne crée pas une rupture avec la Société de profit*» (Le Monde du 28 avril). On le savait déjà, mais la bourgeoisie aime qu'on lui redise des choses tendres. *Sous le pont Mitterand...*

Serge MAHE.